

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE — PARAIT MERCREDI ET SAMEDI PRIX : 0.30 F

MERCREDI 9 JUIN 1976

EDITORIAL

L'armée syrienne
contre les
masses
palestiniennes
et libanaises

Au Liban, l'état syrien a entrepris depuis une semaine, de rétablir lui-même l'ordre des bourgeois et des féodaux.

Ce que n'étaient parvenu à faire ni l'extrême-droite chrétienne phalangiste, ni l'état-major et une fraction de l'armée libanaise, ni les agissements de l'organisation palestinienne pro-syrienne "Saika", l'armée syrienne a entrepris de le mener à bonnes fins : écraser les forces palestiniennes et les organisations de travailleurs libanais.

Sur le passage des troupes syriennes les milices de gauche et palestiniennes sont ainsi désarmées, dispersées, leurs éléments emprisonnés ou assassinés.

Ce qui se passe aujourd'hui au Liban était prévisible depuis plusieurs mois déjà. Et si, s'inspirant de Septembre Noir de Hussein de Jordanie, il y a de cela six ans, le président syrien Assad réussit à démanteler les organisations de gauche et à remettre en selle la bourgeoisie libanaise, les Yasser Arafat, Kamal Joublatt et consorts porteront une écrasante responsabilité.

Car ce sont ces mêmes dirigeants qui ont bercé les masses pauvres arabes de leurs beaux discours sur l'amitié indéfectible du grand frère syrien puis continuer à les enfermer dans une guerre nationaliste sans aucune perspective susceptible de resserrer les liens entre tous les opprimés de cette partie du globe quelles que soient leurs origines confessionnelles.

Notre mensuel N°62
est paru : réclamez-
le à nos diffuseurs

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION M.E. ZAZOR
CORRESPONDANT : G. BEAUJOUR
B.P. 214 P.A.P. B.P. 386 F.D.F.
COMMISSION PARITAIRE N° 51 728
RCNEO DU JOURNAL P.A.P.
3ème SUPPLEMENT AU MENSUEL N° 62

PRISUNIC RAIZET ;

LES TRAVAILLEURS EN GREVE

Les employés de Prisunic ont commencé une grève depuis le vendredi 4 juin, pour s'opposer à l'arbitraire et à l'injustice de la direction.

Une direction particulièrement arrogante ; c'est ainsi que le directeur se permet de dire qu'il a pu "mater" son personnel à Kourou, donc qu'il fera la même chose ici.

Ainsi, après l'inventaire de la fin du mois de mai, une employée avait ramassé un morceau de lard qui avait été jeté. Il n'en fallut pas plus pour qu'elle soit traitée de voleuse et qu'elle ait deux jours de mise à pied.

Mais le vase a vraiment débordé lorsque Vanderbeek a décidé de ne pas reprendre un employé père de deux enfants qui avait travaillé pendant quatre années dans la société et qui avait été appelé au service militaire. ou plutôt, il voudrait bien le reprendre mais comme un dé-

butant, autrement dit en lui faisant perdre tous les avantages acquis et pouvant éventuellement le licencier dans deux mois.

C'est pour obliger le patron à réembourser leur camarade en tenant compte de son ancienneté que le personnel de Prisunic Raizet a arrêté le travail vendredi et samedi à partir de 17H30.

Vanderbeek et Rimbaud, le grand patron, enragent. Ils ont menacé de ne pas reprendre l'employé du tout et de ne pas payer le lundi de Pentecôte au personnel.

Mais les employés sont décidés à ne pas céder, et si ces gros messieurs ne veulent rien entendre, les travailleurs pourront toujours en appeler aux employés des autres Prisunic et même des autres grands magasins qui connaissent les mêmes problèmes : bas salaires, mépris et arrogance des petits rois de l'import-export.

LA MARINE CHILIENNE EN RADE DE FORT-DE-FRANCE

De vendredi à lundi dernier, les Foyais ont pu admirer un magnifique voilier à l'ancre dans la rade de Fort-de-France.

Mais ce voilier n'avait rien de touristique ; il s'agissait en effet d'un navire-école de guerre de la marine chilienne.

La présence d'un tel bateau en Martinique constitue une véritable provocation.

Ainsi, les officiers du sinistre Pinochet, responsable du massacre, de la torture et de l'emprisonnement de dizaines de milliers de travailleurs chiliens sont accueillis à bras ouverts par le gouvernement français !

La presse et la radio colonialistes quant à elles, s'empressent de saisir l'occasion de faire indirectement de la publicité pour Pinochet.

Cette complicité du gouvernement français et de la junte chilienne montre bien que la soi-disant démocratie de Giscard reste bien fondamentalement dans le même camp que la plus sanglante dictature militaire.

MARTINIQUE L'ECOLE HÔTELIÈRE : UNE DIRECTION CORROMPUE

La semaine dernière, le directeur de l'école hôtelière de la pointe de Jaham a été condamné à verser 2500F de dommages et intérêts à ceux qui avaient porté plainte contre l'existence d'un débit de boissons alcoolisées dans l'école, ce qui, bien entendu, est formellement interdit par la loi. Ainsi, qu'un individu se permette d'avoir un débit d'alcool dans une école, que cet individu soit lui-même le directeur, qu'il n'ait même pas daigné se présenter devant le tribunal, ni se faire défendre par un avocat, tout cela ne mérite guère plus que 2500F d'amende pour la justice coloniale.

D'ailleurs cela fait bien longtemps que le public n'ignore plus que de tels personnages affairistes en tous genres grouillent au sein de la haute société martiniquaise.

De toute façon, si la justice se décidait à poursuivre tous ceux qui commettent de tels délits, eh bien il resterait très peu de casiers judiciaires vierges parmi tous ces messieurs qui habitent Didier ou Clairière.

GUADELOUPE

Lycée Technique de Baimbridge Beaucoup d'élèves exclus

Les conseils de classe du lycée technique de Baimbridge ont eu lieu. Comme les années précédentes, le nombre d'élèves exclus est très grand. Quelques chiffres : en 2^e T4, sur 32 élèves, 16 sont envoyés à la "vie active", pour l'ensemble des secondes AB le pourcentage est de 17%, ce qui représente 50 élèves environ, près de 2 classes. Le pourcentage des élèves réorientés est du même ordre. Seuls 56% des élèves de seconde franchissent le cap.

La valse des exclusions se poursuit en 1^{re}. Ainsi, pour l'ensemble des premières commerciales 38 élèves sont exclus, une classe entière. C'est là une situation qui ne manque pas d'inquiéter certains profes-

seurs, qui se demandent s'ils ne font pas de la garderie pour une large fraction des élèves. En tous cas une chose est sûre, les élèves et les professeurs ne sont pas responsables de ces échecs scolaires. La responsabilité en incombe aux pouvoirs publics qui refusent d'accorder à l'Education nationale en Guadeloupe les moyens matériels et humains nécessaires à un fonctionnement normal. Il est grand temps que les parents, les élèves et les enseignants en arrivent à l'organisation d'une véritable campagne de dénonciation du "sabotage" de la jeunesse pratiqué par ceux qui nous gouvernent actuellement.

- o - o

SCEPLAG (Goyave)

Grève pour la paye à date fixe

A la SCEFA et à la SCEPLAG, Max Martin avait pris l'habitude de ne jamais payer les travailleurs à date fixe. Comme jusqu'à présent cela se passait bien pour lui, il a cru pouvoir recommencer sans problème. Mais tant va la cruche à l'eau qu'un beau jour elle se casse. Et ce qui devait arriver, arriva.

La semaine dernière, la paye tombait normalement le vendredi 4. Le mardi 1er la direction apprit aux travailleurs qu'ils ne seraient payés que le 8. Martin crut que cela allait passer comme une lettre à la poste. Mais cette fois ce ne fut pas le cas. Une grève fut déclenchée le mercredi pour exiger la paye le vendredi, elle dura aussi le jeudi. Le travail reprit le vendredi et ce jour-là, il y eut un arrêt de travail à 14 heures et ...comme par enchantement la paye fit son apparition.

Les travailleurs ont donc trouvé un moyen pour faire payer à date fixe. Il ne reste plus qu'à faire la même chose à la SCEFA à Shangy et à Moulin-à-Eau et chaque fois que cela s'avère nécessaire.

MARTINIQUE

Une nouvelle attaque de "Justice"

Pour la troisième fois en un mois, Justice s'en prend aux gauchistes et à Combat Ouvrier amalgamé pour les besoins de la cause au GRS dans un premier temps puis au Naïf et à Inter-Antilles par la suite.

L'article, en attaquant le mot d'ordre du GRS "centrale unique des travailleurs" révèle surtout les curieuses conceptions du PCM en matière de démocratie.

Ainsi, nous ai- "Justice", les gauchistes ont "un plan" : "la destruction des centrales syndicales". Quel est leur moyen ? "Le sabotage régulier des réunions syndicales au moyen de discussions interminables". A quand donc la muselière pour tout ce qui n'est pas PCM à la CGTM ? D' autant plus que si l'on regarde le temps de parole des dirigeants syndicaux, il existe un fameux gauchiste à la Maison des syndicats : Victor Lamon en personne qui bat tous les records de longueur en matière d'intervention.

Mais, continuons... : "Le droit d'or-

ganiser les tendances...consisterait à aggraver les oppositions et à paralyser l'action de la CGTM".

Voilà jusqu'où va la démocratie à la sauce PCM : pas de tendance au sein de la CGTM.

A quoi donc se résume la fait d'être syndiqué pour un travailleur ? Si nous comprenons bien Justice : à se taire, un point c'est tout, et à suivre Lamon-Dufféal-Tanger, s'il le peut.

Le refus de toute tendance, de tout droit à la parole pour les syndiqués revient à laisser les mains libres à tous ces messieurs, dirigeants du PCM, qui eux, forment une fraction bureaucratique et antidémocratique dans les syndicats.

Non, les travailleurs ne se tairont pas.

Non, les ouvriers révolutionnaires ne laisseront pas le monopole de la parole et de la décision aux collaborateurs de classe au sein de la CGTM. Cela, le PCM peut en faire son deuil dès maintenant.

GUADELOUPE

CHEZ BUTTEL : ECHEC À L'AUGMENTATION DES TÂCHES

La semaine dernière, au moment de la distribution des tâches, J.L. Buttel voulut procéder à une augmentation de celles-ci, en ce qui concerne l'arrachage des plants. Il donna 400 plants au lieu de 350. Les travailleurs réagirent immédiatement en refusant cette augmentation. Buttel ne voulut rien entendre. Les travailleurs de Blondinière regagnèrent alors leur maison. Cela se passait le mardi 1er juin. Le lendemain la tentative de J.L. Buttel n'eut pas plus de chance, les travailleurs ayant regagné à nouveau leur domicile.

Finalement, Buttel comprenant qu'il n'arriverait pas à faire appliquer cette décision l'abandonna. Et le vendredi, l'arrachage des plants fut ramené à 350.

Donc il a fallu que les travailleurs fassent deux jours de grève, mardi et mercredi (le travail ayant repris le jeudi avec la coupe) pour que Buttel revienne sur sa décision. Le seul langage que comprennent les exploiters est celui de la force.

ASSOCIATION "GUADELOUPE PROPRE ET BELLE", DU VENT...

Au cours de l'émission 13 H Magazine du jeudi 3, les auditeurs de FR3-GPE ont eu l'occasion d'entendre les membres dirigeants de l'association "Guadeloupe propre et belle", en particulier Mme Adeline.

Pour ce beau monde, il s'agit d'associer les Guadeloupéens et en particulier les jeunes à ce mouvement, car ce sont ces derniers qui seraient responsables de la "pollution" des plages et des sites.

L'association "Spe propre et belle" considère-t-elle que ce sont aussi les jeunes qui déversent le goudron ou les autres déchets pétroliers que l'on trouve actuellement sur presque toutes les plages ? Considère-t-elle que ce sont ces mêmes jeunes qui sèment dans toute la région Capesterre-Goyave-Petit-Bourg,

ces milliers de feuilles de plastique bleu (polyéthylène) qui sont utilisées pour envelopper les régimes de bananes ?

En fait, cette association se situe bien dans la lignée du ministère de l'environnement : faire beaucoup de bruit pour rien et chercher les responsables de la pollution là où ils ne sont pas.

Les vrais responsables, ce sont les compagnies pétrolières, les gros exportateurs de bananes et autres capitalistes.

Pour madame Adeline, il faut associer les jeunes au mouvement "Guadeloupe propre et belle", pour les rendre soi-disant plus responsables et plus dignes.

Mais c'est surtout en créant des emplois par milliers, en offrant des perspectives aux jeunes qu'on fera d'eux des responsables.

TOUS AU GALA COMBAT OUVRIER !

Dans moins de trois semaines, le samedi 26 juin, aura lieu le gala annuel de soutien à COMBAT OUVRIER.

Des dizaines d'artistes, de musiciens seront à la Salle des Marins au Bas du Fort pour le plus grand divertissement de nos sympathisants et amis.

Une soirée qui sera encore plus sympathique que celle de l'an dernier, et qui se terminera bien sûr par un grand bal qui durera jusqu'à l'aube.

Alors n'attendez plus ! Demandez dès aujourd'hui votre carte d'entrée au gala à nos diffuseurs.